

SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE

CGT, CFDT, CGT-FO, SUD

Continuons à lutter pour la sauvegarde de la statistique publique !

Une année de lutte exceptionnelle qu'il faut poursuivre

Depuis septembre 2008, le Système Statistique Public a connu les plus importantes mobilisations de son histoire. Il serait trop long de lister toutes les actions que les agents (vacataires, contractuels, statutaires) ont construites et auxquelles ils ont participé.

Cela a montré la volonté des personnels d'agir ensemble, à la fois pour leur emploi, mais aussi plus largement pour refuser le démantèlement du SSP.

Ce mouvement a été largement relayé par des acteurs divers : élus, chercheurs... et n'a évidemment pas été isolée : le contexte de l'année 2008-2009 a été celui de luttes sociales de salariés révoltés de payer par le chômage une crise financière qui résultait du système de profits faramineux de quelques-uns seulement. Et l'action des agents de la statistique a rejoint celle d'autres personnels du service public démantelé, de la recherche... sans cette mobilisation, nul doute que le gouvernement aurait exigé une mise en place rapide et radicale de son projet.

Mais la lutte pour la sauvegarde de la statistique publique, comme d'autres, ne s'est pas concrétisée dans le retrait du projet de délocalisation, en raison d'une volonté gouvernementale de casser les résistances, de casser les mouvements sociaux, de casser le service public. Cet été, le statut de la fonction publique a été mis à mal avec la loi sur la « mobilité » qui permet le licenciement d'un agent qui refuserait le 3^{ème} poste proposé en cas de restructuration. Cette loi permet aussi, pour un temps partiel, d'imposer des temps partiels dans plusieurs fonctions publiques...

Dans la même veine, la direction de l'Insee choisit de confirmer la mise en œuvre du projet de délocalisation le 7 juillet, au moment du départ en vacances de nombreux agents...

En cette rentrée la mobilisation est toujours nécessaire car les dangers pour la statistique publique et ses agents sont toujours là : baisse drastique des moyens, notamment en effectifs. Il est encore temps de se battre pour en obtenir !

Pas de moyens pour le projet de délocalisation : cela pose plus généralement le problème des effectifs

Lors du Comité Technique Paritaire Hygiène et Sécurité du mardi 8 septembre, le Directeur Général a annoncé qu'il aurait "obtenu des postes en surnombre" sans préciser le nombre exact. "Si c'était 50 ou 100 il n'en parlerait pas", c'est "beaucoup plus" mais il est impossible d'en parler officiellement car « le gouvernement ne supporterait pas cela en période de suppressions d'emplois budgétaires » !!! ...

Personne n'ayant encore travaillé avec des collègues invisibles, il est difficile d'accorder quelque crédit que ce soit à ces assertions.

Quant aux locaux qui accueilleraient le centre messin, la direction de l'Insee aurait fait une croix sur les casernes, et la presse messine parle de l'ancienne gare SNCF...

Aujourd'hui, la direction de l'Insee se retrouve donc à mettre en place un projet sans les moyens qu'elle jugeait indispensables. Cela ne remet pas en cause notre analyse de la situation.

- Le projet de délocalisation n'est toujours pas jugé acceptable par les agents.
- Le bien mal nommé « Ambition 2015 » devient le projet moyen terme de tous les dangers, dont le projet de délocalisation est une des composantes les plus nocives.
- En effet, combiné à la RGPP (non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite et externalisations à tout va, entre autres) le Système Statistique Public est dans une situation de crise inédite. Après 700 suppressions de postes depuis 2002, au moins mille postes sont menacés d'ici 2015.
- De plus « Ambition 2015 » menace l'existence même de certains services statistiques ministériels.

La lutte paie : enfin l'alignement des primes pour les C et B !!

La direction de l'Insee avait su obtenir du ministère l'alignement partiel des primes pour les administrateurs (+ de 1 000 € mensuels supplémentaires au final) et pour les attachés.

Il n'était que justice que le même type d'ajustement soit fait pour les C et B. Il aura fallu néanmoins la puissance du mouvement contre la délocalisation pour que la Direction le promette.

Restons mobilisés pour sa mise en œuvre et exigeons qu'elles soient immédiates, et non étalées sur 3 ans (2010, 2011 et 2012) comme préconisé par Bercy !

TOUT CECI EST INACCEPTABLE !

D'ores et déjà les établissements subissent les baisses d'effectifs et voient partir des travaux, menaçant l'existence même de plusieurs d'entre eux. Les propositions de création de DR « centre de services », si elle sont suivies d'effet, vont changer la configuration des établissements régionaux tels que nous les connaissons. Pourtant, la direction de l'Insee prétend que tout reste à discuter... mais dans quels établissements a-t-on demandé l'avis des agents ? Où est le « débat participatif » que la Direction avait promis ?

Dès cette rentrée, des décisions inadmissibles

La direction de l'Insee ne fait pas dans la demi-mesure pour certains agents dont la restructuration est prévue avec une précipitation d'une violence inexplicable.

La fermeture du CNIA d'ici 2011 ?

Elle avait été annoncée comme inéluctable dans le projet de délocalisation. Mais la direction raccourcit encore plus les délais.

Près de 50 agents devraient être reclassés à terme, sur place (alors que l'ensemble des administrations perd énormément de postes), ou à Marseille, alors que la grande majorité des agents du CNI vit à plus d'1h30 de trajet de la DR de Marseille.

Sur place, la direction fait pression pour accélérer le départ de tous les cadres A, abandonnant les B et les C à leur sort. Chacun est invité à « faire jouer ses réseaux », à « faire savoir ce qu'il souhaite faire à l'avenir », etc. Quel cynisme ! Cerise sur le gâteau on leur conseille de s'inscrire à une information-présentation de deux heures sur la dépression. Voilà la réalité !

Baisse de salaires pour les enquêteurs

Pour les enquêteurs la situation est similaire : la direction a décidé cet été, sans en avertir quiconque, de supprimer des enquêtes pour les prochaines années. Cela va diminuer leurs revenus (enquête Share privatisée, baisse d'échantillons pour HSI, Erfi...déploiement de modes de collecte par internet sans compensation). Elle a également décidé de délocaliser les enquêtes par téléphone de l'EEC. Pourtant, ces interrogations téléphoniques permettent aux enquêteurs d'avoir des revenus réguliers au milieu d'un programme de travail toujours aléatoire.

Des difficultés pour l'intégration du PSI (ex SESSI) à l'Insee

Le reclassement des personnels de Montreuil pour septembre 2010 se fait difficilement. Les points de chute ne courent pas les rues mais là aussi on conseille aux agents de « se vendre », de « trouver leurs postes », en oubliant qu'on impose cette restructuration aux agents, ils n'ont rien demandé !

Nous ne pouvons laisser ces méthodes devenir la règle de gestion de l'Insee. C'est ce que l'ensemble des syndicats a affirmé au CTP hygiène et Sécurité du 8 septembre.

Nous vous proposons de continuer à nous mobiliser autour de ces éléments :

- **Les méthodes de la direction pour fermer le CNI d'Aix sont inacceptables. Elles préfigurent les restructurations des autres établissements et du travail des enquêteurs, si nous n'y mettons pas un terme, tous ensemble, en soutenant nos collègues ; la balle est dans le camp de la direction !**
- **Prenons le Directeur Général au mot : il aurait obtenu des effectifs en compensation des suppressions d'emploi ? Battons-nous pour les officialiser et donc les rendre réels ;**
- **Exigeons les moyens budgétaires qui assurent un moyen terme à nos missions et non la déstructuration du système statistique public ;**
- **Le projet de délocalisation se met en place : affectations prévues d'agents, concours de contrôleurs organisé à Metz, recherche de bâtiments. Nous le condamnons, mais nous n'abandonnerons pas à l'arbitraire de l'administration les personnels contraints à s'y installer ;**
- **A l'occasion du Comité Technique Paritaire du 22 septembre sur le Moyen Terme, défendons ensemble les missions et projets pour l'Insee auprès de la direction de l'Insee ;**
- **Continuons d'informer le grand public des dangers encourus par la statistique publique.**

Les syndicats nationaux appellent à l'organisation et à la participation des AG et HMI dans les établissements, afin de déterminer ensemble les revendications, préparer le Comité Technique Paritaire du 22 septembre et se mobiliser contre ses conséquences.

A Paris, le 16 septembre 2009